

Une voix: Calmez-vous, Joe!

M. MacEachen: Le chef de l'opposition (M. Clark) se défoule de toute l'amertume, toute la frustration et de toutes les humiliations qu'il éprouve chaque jour à la Chambre. Je l'invite fortement à ne pas persévérer dans cette attitude et à cesser de se conduire comme il le fait depuis une demi-heure, car je lui garantis qu'il va lui en cuire.

M. Clark: Répondez à la question.

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, nous faisons face à un grave problème inflationniste au pays, cela ne fait aucun doute. Il ne fait non plus aucun doute que les perspectives inflationnistes se sont assombries depuis la présentation du budget lui-même, à cause notamment des hausses de prix des aliments. Les prévisions les plus récentes quant aux prix des aliments en 1981 dépassent maintenant de 3 points et plus le taux d'augmentation de 12 p. 100 prévu dans le budget. On s'attend par exemple à ce qu'augmente le prix du bétail, le dollar canadien a perdu de la valeur, les taux d'intérêt ont augmenté, et tout cela ne pourra que se répercuter sur les coûts de production et les prix de détail au Canada. Le taux de l'inflation a légèrement augmenté aux États-Unis, et tous ces facteurs vont sûrement avoir des répercussions au Canada.

Lorsque les députés de l'opposition demandent, avec raison à mon avis, au gouvernement de se préoccuper des répercussions de l'inflation croissante, en particulier sur les gagne-petit, je tiens à faire remarquer, comme je l'ai fait aujourd'hui pendant la période des questions, qu'il existe présentement—et je crois que le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) au moins est prêt à entendre raison—un grand nombre de programmes en vigueur qui ont pour effet de protéger de l'inflation les Canadiens à faible revenu. J'ai parlé de la sécurité de la vieillesse, du supplément du revenu garanti, de l'allocation aux conjoints, de l'allocation familiale, du crédit d'impôt aux enfants, des prestations d'assurance-chômage, des allocations aux anciens combattants, du Régime de pensions du Canada. Tous ces régimes sont pleinement indexés, et cette année, même le régime d'impôt sur le revenu sera indexé au coût de la vie. Globalement, en 1980, ces programmes assureront aux groupes visés pour 3 milliards de dollars supplémentaires de protection contre l'inflation. Cette pleine indexation offre une grande mesure de protection. La valeur du supplément du revenu garanti, grâce au versement supplémentaire de \$35 voté plus tôt dans l'année par notre Parlement, n'aura pas été rognée. Son plein pouvoir d'achat, en dollars de 1980, demeurera intacte, et cette protection est offerte aux Canadiens qui en ont le plus besoin. Aussi, il est injuste, déraisonnable et inhumain pour les députés d'évoquer le danger que cette pension soit érodée, car elle est entièrement protégée.

Des députés d'en face me demandent de présenter un nouveau budget. Je le ferais volontiers si dans le budget du 28 octobre je n'avais pas déjà tenu compte du principal danger dont le pays est menacé. La tournure des événements, les nouvelles pressions inflationnistes qui s'exercent depuis le

La situation économique

budget, ont confirmé le bien-fondé de mes options dans l'élaboration d'une stratégie budgétaire.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: Je rappellerai aux députés que le premier élément de cette stratégie consiste d'abord à maintenir les dépenses gouvernementales en deça du taux de croissance de l'économie. Aujourd'hui, l'opposition officielle et les néo-démocrates me demandent de lancer de nouveaux programmes qui ajouteraient forcément aux dépenses prévues et au déficit. Je ne m'explique pas que le député de Saint-Jean-Ouest et ses collègues, eux qui ne cessent de se plaindre avec vigueur et détermination de ce déficit et qui exhortent le gouvernement à le réduire, puissent me demander chaque jour de dépenser encore davantage. Je n'ai pas l'intention d'augmenter les dépenses prévues au budget, car l'inflation m'inquiète beaucoup.

● (2150)

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: Comme je l'ai dit dans le budget, je propose de m'employer à constamment réduire le déficit et nos exigences financières, car l'inflation me préoccupe beaucoup. Je propose d'éviter autant que je peux de taxer les sociétés et les particuliers, car l'inflation m'inquiète. Je propose de continuer à soutenir la politique de la Banque du Canada qui essaie de contenir l'expansion de la masse monétaire, car je me sens concerné par l'inflation. Si à aucun moment, dans les quelques mois qui vont suivre, la conjoncture devait modifier le scénario à partir duquel le budget a été établi, je serai prêt à changer de stratégie budgétaire. Mais notre budget est anti-inflationniste et il va contribuer avec le temps à diminuer les pressions inflationnistes qui opèrent dans notre pays. Je ne peux pas annoncer aux députés qu'il existe une solution toute prête pour lutter contre la poussée inflationniste qui sévit dans notre pays.

M. Broadbent: Qui a dit qu'il en existait une?

M. MacEachen: Il n'y en a pas. Il faudra beaucoup de temps, et je regrette de le dire au député d'Oshawa (M. Broadbent), mais les dégrèvements fiscaux qu'il propose ne contribueraient qu'à accroître le déficit.

M. Broadbent: Comment cela?

M. MacEachen: Parce qu'il ne demande pas en même temps de réduire d'autant les dépenses. Ils ne contribueraient qu'à accroître le déficit, à accroître les emprunts, à accroître les pressions qui s'exercent sur les taux d'intérêt, et à accroître l'inflation. En outre, j'aimerais lui dire que les nouveaux programmes de dépenses qu'il demande ne contribueraient qu'à accroître l'inflation chez nous. Je diffère entièrement d'opinion quant à l'attitude qu'il y a lieu d'adopter à l'égard de nos problèmes actuels. Comme je l'ai dit maintes fois cette semaine au cours de la période des questions, j'entends surveiller très étroitement les répercussions que l'inflation pourra avoir sur les groupes qui ne peuvent pas se défendre, et intervenir, s'il y a lieu, lorsque je le jugerai à propos.

Des voix: Bravo!